

**Procès-verbal de la réunion  
du 1<sup>er</sup> juillet 2022**

***adopté le 7 octobre 2022***

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
273<sup>ème</sup> séance  
(7<sup>ème</sup> séance du 10<sup>ème</sup> mandat)**

## ORDRE DU JOUR

---

I.	Adoption de l'ordre du jour .....	2
II.	Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 18 mars 2022 .....	2
III.	Élection et désignations .....	2
	1. <i>de deux membres de la Commission des aides financières représentants des collectivités territoriales des usagers non économiques</i> .....	2
	2. <i>de deux membres de la Commission des Programmes au Conseil d'administration représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques</i> .....	2
IV.	Modification du 11 <sup>ème</sup> programme d'intervention révisé .....	2
	1. <i>Adoption du plan de résilience du bassin Rhin Meuse (programmation 2022)</i> .....	3
	2. <i>Renforcement de la programmation des « Paiements pour services environnementaux »</i> .....	3
	3. <i>Dispositif d'extension du soutien financier de l'agence de l'eau aux plus-values de travaux générées par le contexte de tension sur les matières premières pour les opérations d'investissement portées par des maîtrises d'ouvrage publiques</i> .....	4
	4. <i>Approbation de la modification des politiques d'intervention du 11<sup>ème</sup> programme révisé</i> .....	4
V.	Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022 .....	5
	1. <i>Rapport du Président de la Commission des aides financières du 19 mai 2022</i> .....	5
	2. <i>Point sur l'exécution financière</i> .....	5
	3. <i>Budget rectificatif n°2 pour l'exercice 2022</i> .....	6
VI.	Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022 .....	6
	1. <i>Audit du Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable (CGEDD) et missions d'inspection en cours</i> .....	6
	2. <i>Signature d'une convention-cadre nationale entre les agences de l'eau et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement - CEREMA (2022-2026)</i> .....	6
IV.	Modification du 11 <sup>ème</sup> programme d'intervention révisé (suite) .....	7
	5. <i>Débat d'orientation concernant le financement des traitements de métabolites de pesticides</i> .....	7
VII.	Séquences « Place aux territoires » au sein du Conseil d'administration .....	11
	1. <i>Renaturation de la Souffel</i> .....	11
VIII.	Compte rendu de gestion et vie de l'Etablissement .....	12
	1. <i>Bilan d'activité de la mutualisation interagences</i> .....	12

2. Présentation des activités de contrôle 2021 et orientations du plan de contrôle 2022.....	12
3. Convention tripartite attributive d'une aide octroyée à une association dans le cadre d'un conventionnement d'opérateur avec une collectivité territoriale pour la conduite d'actions de coopération internationale.....	13
4. Présentation des programmes courts de sensibilisation aux enjeux de l'eau sur France TV en juillet 2022 parrainés par les agences de l'eau.....	13
5. Circulaire du 13 avril 2022 relative aux ajustements des conditions de chauffage des bâtiments de l'État, de ses opérateurs et aux projets permettant des réductions de consommation de gaz .....	13

La séance est présidée par M. BAUER, Vice-Président du Conseil d'administration, dans l'attente de l'arrivée de la Présidente.

**M. BAUER** confirme que le *quorum* nécessaire à la délibération est atteint.

Liste des pouvoirs :

- M. HENRION à M. INGWILLER ;
- M. BECKER à M. HENRY
- Mme GENESSEAU à M. REININGER ;
- M. GIURICI à la DREAL Grand Est.

## **I. Adoption de l'ordre du jour**

**M. BAUER** met aux voix l'ordre du jour.

*En l'absence de remarques, l'ordre du jour est adopté.*

## **II. Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 18 mars 2022**

**M. BAUER** met aux voix le projet de procès-verbal de la séance du 18 mars 2022.

*Sans observation de la part des administrateurs, le procès-verbal de la séance du 18 mars 2022 est adopté.*

## **III. Élection et désignations**

### **1. de deux membres de la Commission des aides financières représentants des collectivités territoriales des usagers non économiques**

**M. HOELTZEL** rappelle que la Commission des aides financières compte 20 membres désignés au sein du Conseil d'administration. Cependant, deux postes sont actuellement vacants : un poste de représentant du collège des collectivités territoriales et un poste de représentant du collège des usagers non économiques, à la suite du départ de M. Robert ERB. Il invite d'éventuels candidats à présenter leur candidature en séance.

*Aucun candidat ne présente sa candidature.*

### **2. de deux membres de la Commission des Programmes au Conseil d'administration représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques**

**M. HOELTZEL** précise que la Commission des Programmes compte 20 membres du Comité de bassin non-administrateurs de l'agence de l'eau et 20 membres du Conseil d'administration. Cependant, là encore, deux postes de membres du Conseil d'administration sont restés vacants : un poste d'administrateur représentant le collège des collectivités territoriales et un poste d'administrateur représentant le collège des usagers non économiques, à la suite du départ de M. Robert ERB.

*Aucun candidat ne présente sa candidature.*

Ces élections seront reconduites lors de la prochaine séance du CA, le 7 octobre 2022.

## **IV. Modification du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention révisé**

**M. BAUER** propose en premier lieu de reporter l'examen du point IV-5 dans l'attente de l'arrivée de la Présidente du Conseil d'administration.

## 1. Adoption du plan de résilience du bassin Rhin Meuse (programmation 2022)

**Mme MAUVIEUX-THOMAS** donne lecture du rapport en détaillant la nature des actions et les lignes de programme qui seront sollicitées pour l'augmentation de 10 M€ des autorisations d'engagement en 2022.

**M. HAZET** précise que le Ministère de la Transition écologique élabore également un plan de résilience destiné à sécuriser les approvisionnements en gaz, afin d'anticiper l'arrêt des livraisons de gaz russe. En effet, ce dernier représente 20 % du gaz consommé en France et 40 % du gaz consommé en Europe. Les besoins en gaz destinés à la production d'eau potable, à l'assainissement, ainsi qu'à la production de réactifs, ont déjà été identifiés comme prioritaires.

**M. INGWILLER** se félicite de la réactivité des ministères dans ce contexte de crise énergétique. Néanmoins, il aimerait que les ministères soient aussi réactifs au niveau budgétaire en augmentant le plafond de dépenses et de recettes alloué à chaque agence de l'eau.

**M. HOELTZEL** rappelle que le surcroît d'autorisations d'engagements est compatible avec le niveau de trésorerie actuelle mais que le plan de résilience ne saurait être reproduit sans conséquence budgétaire.

**M. HAZET** souligne que le soutien à la création de petites mares d'abreuvement pour l'élevage représente une des pistes pour faire face au stress hydrique résultant du changement climatique. Il en est de même pour la remobilisation de retenus et plans d'eau existants. Une mission d'inspection a été afin de réaliser un bilan et identifier les plans d'eau qui pourraient être sollicités. L'IGN dressera une carte.

**M. HOELTZEL** indique que les Ministres ont apprécié la réactivité des agences de l'eau, à l'instar des décisions rapides des instances de bassin pour le plan de relance.

Les actions proposées s'appuient grandement sur les axes prioritaires du Varenne de l'eau sur lesquels le CA s'était déjà prononcé.

*La délibération n° 2022/08 relative au plan de résilience du bassin rhin-meuse (programmation 2022) est adoptée à l'unanimité.*

## 2. Renforcement de la programmation des « Paiements pour services environnementaux »

**Mme MAUVIEUX-THOMAS** donne lecture du rapport proposant d'augmenter de 10% les aides pour les PSE pour concrétiser les projets en étude.

**M. HOELTZEL** rappelle que ces études ont été aidées par l'agence de l'eau. Il serait dommageable de ne pas valoriser les financements publics alloués à ces études, alors qu'il apparaît qu'une aide complémentaire de 10% permet de débloquer la plupart des projets (cf. cela diminuera de moitié le reste à charge des collectivités). Il y a urgence car le dispositif de paiement pour services environnementaux est borné dans le temps (fin 2022). C'est pourquoi l'augmentation du taux d'aide maximum semble opportune.

**M. BARBIER** assure que, malgré la complexité du programme, les agriculteurs apprécient le dispositif de paiement pour services environnementaux pour deux raisons. Tout d'abord, il s'agit d'aides à l'exploitation permettant d'accompagner des agriculteurs devant modifier globalement leur mode de fonctionnement, et pas uniquement leurs pratiques sur le captage d'eau. Le second élément apprécié par les agriculteurs est que le dispositif permet de verser une aide pour des actions d'amélioration menées par le passé, par exemple concernant le zéro labour. Cette démarche induit donc des changements pérennes. C'est pourquoi il semble opportun d'augmenter le volume de l'aide.

**M. REININGER** approuve la modification proposée. Il estime en effet qu'il serait regrettable que la démarche initiée ne puisse aboutir si proche de son terme. Le programme engagé permet d'adopter une nouvelle approche au niveau local en valorisant les actions des agriculteurs permettant de mieux protéger la ressource et la biodiversité.

**M. HENRY** rappelle qu'il a été demandé aux agences de l'eau de déployer ce dispositif dans l'attente de nouvelle PAC. Malheureusement, il n'est pas évident que les PSE puissent être pérennisés, alors que les agriculteurs ont besoin de visibilité sur le long terme.

**M. HOELTZEL** confirme que le Ministère ne parvient pas à intégrer le dispositif de paiement pour services environnement dans le cadre de la nouvelle PAC. Nul ne sait si ce dispositif se poursuivra dans le temps. La concrétisation des dossiers présentés dans le cadre de cette expérimentation, malgré un calendrier contraint, serait néanmoins un élément positif. Concrètement, il existe des divergences entre les différentes agences de l'eau et le Ministère concernant une éventuelle pérennisation de ce dispositif d'aide, si ce dernier n'était pas retenu dans le cadre de la nouvelle PAC. Des choix devront être réalisés dans les prochains mois.

*La délibération n° 2022/09 relative au renforcement de la programmation des « paiements pour services environnementaux » est adoptée à l'unanimité.*

### **3. Dispositif d'extension du soutien financier de l'agence de l'eau aux plus-values de travaux générées par le contexte de tension sur les matières premières pour les opérations d'investissement portées par des maîtrises d'ouvrage publiques**

**Mme MAUVIEUX-THOMAS** donne lecture du rapport qui vise à adapter les assiettes de financement aux surcoûts consécutifs de l'inflation pour des dossiers déjà aidés et d'autres à venir.

**M. HOELTZEL** précise que seules deux agences de l'eau appliquent les deux volets du dispositif. En particulier, l'accompagnement financier permettant de renforcer le caractère incitatif des aides attribuées, vise également à accélérer le versement des aides. Par ailleurs, l'actualisation des coûts plafonds a été décidée au regard de l'évolution des index de prix appliqués aux marchés de travaux.

**M. GAILLARD** se félicite que l'agence fasse preuve d'exemplarité, alors que de nombreuses entreprises, notamment des PME/PMI sont en difficultés sur leurs marchés et que certaines risquent de faire faillite. En effet, certains très clients majeurs refusent toute négociation et demandent une stricte application des clauses des marchés, sans tenir compte de l'augmentation des coûts auxquelles les entreprises sont confrontées. Dans ce contexte, l'agence fait preuve de civisme, d'autant plus que son initiative permettra d'éviter de décaler dans le temps certains travaux.

**M. GAILLARD** rappelle d'ailleurs que, durant la période de forte inflation des années 70, l'État intégrait dans les cahiers des charges des formules automatiques de révision des prix. Les formules de calcul étaient relativement complexes, mais permettaient de prendre en compte l'augmentation de chaque catégorie de dépenses. Il ne comprend pas qu'un tel dispositif ne soit pas réactivé.

**M. HOELTZEL** précise que la formule de révision adoptée par l'agence de l'eau s'appuie bien sur de telles modalités. Le problème est que les pénuries de matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement génèrent parfois des renchérissements dépassant l'évolution des index de prix. Ainsi, le marché du bois lamellé-collé est totalement saturé.

**M. BAUER** se félicite du dispositif proposé, mais estime qu'il convient d'être attentif, car certains fournisseurs profitent du contexte pour augmenter leurs prix plus que de raison. C'est pourquoi il est particulièrement attaché au bornage dans le temps du dispositif proposé.

*Les délibérations n° 2022/10 et 2022/11 relatives au dispositif d'extension du soutien financier de l'agence de l'eau aux plus-values de travaux générées par le contexte de tension sur les matières premières pour les opérations d'investissement portées par des maîtrises d'ouvrage publiques et au modèle-type d'acte d'octroi du dispositif d'aide aux plus-values de travaux générées par le contexte de tension sur les matières premières pour les opérations d'investissement portées par des maîtrises d'ouvrage publiques dont les aides ont été engagées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022 sont adoptées à l'unanimité.*

### **4. Approbation de la modification des politiques d'intervention du 11<sup>ème</sup> programme révisé**

**Mme MAUVIEUX-THOMAS** donne lecture du rapport.

**Mme BARDOT** se félicite de la capacité d'adaptation de l'agence de l'eau Rhin Meuse face aux réalités du terrain.

*La délibération n° 2022/12 relative à la modification des politiques d'intervention du 11<sup>ème</sup> programme révisé est approuvée à l'unanimité.*

## **V. Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022**

### **1. Rapport du Président de la Commission des aides financières du 19 mai 2022**

**M. MARCOS** rappelle que le budget d'intervention au titre de l'année 2022 s'élevait, au moment de la Commission des aides financières du 19 mai 2022, à 143 millions d'euros. Le plan de résilience a depuis permis d'abonder ce budget de 10 millions d'euros.

La Commission des aides financières a permis de valider 52 aides pour un montant total de 8 millions d'euros. Ce montant relativement faible s'explique par le nombre limité de dossiers arrivés à maturité, mais aussi par le fait que le montant de la délégation accordée au directeur général pour accorder directement des aides est passé de 50 000 euros à 120 000 euros il y a quelques mois. Par ailleurs, aucun contrat de territoire n'a été examiné lors de la réunion du 19 mai 2022.

Globalement, le taux de consommation du budget d'intervention (30 % à la date du 19 mai 2022) est inférieur à l'objectif assigné et témoigne d'une dynamique de consommation limitée. La prochaine Commission des aides, programmée le 7 juillet 2022 permettra d'atteindre un taux de consommation du budget d'intervention de 40 %, notamment grâce à l'examen de cinq contrats arrivant à maturité.

**M. MARCOS** précise que la Commission des aides financières du 19 mai 2022 a notamment permis de présenter de manière détaillée deux dossiers arrivés à maturité : le dossier de la renaturation du ruisseau de la vallée par le Syndicat intercommunal du contrat de la rivière Woigot et le dossier de l'inventaire réalisé par le Syndicat des zones humides des Trois-Vallées. En revanche, l'examen du dossier relatif à la réduction des rejets d'azote dans le Rhin porté par Alsace Chimie a été reporté à la Commission des aides financières du 7 juillet 2022, afin de clarifier certains points réglementaires.

### **2. Point sur l'exécution financière**

**Mme CASTEJON** constate en premier lieu un niveau d'engagement inférieur au niveau constaté un an auparavant. Elle rappelle néanmoins que l'exercice 2021 bénéficiait des fonds complémentaires alloués dans le cadre du plan France Relance. Le taux d'engagement (48%) n'est pas alarmant à mi-année et dans le contexte d'inflation des prix.

La situation de trésorerie reste élevée (plus de 70 M€). En revanche, près de 80 millions d'euros ont déjà été dépensés au niveau des crédits de paiement, contre 58 millions d'euros un an auparavant. Il s'agit d'un élément positif, conséquence du nombre élevé d'opérations engagées en 2021. Par ailleurs, le montant des versements en attente de validation représente près de 10 millions d'euros, ce qui est conforme au niveau enregistré en moyenne à ce moment de l'année.

Concernant les opérations liées au plan France Relance, les 18,7 millions d'euros d'aides engagés en 2021 ont été consommés en intégralité. À ce jour, 8,5 millions d'euros ont déjà été décaissés, traduisant un déroulement satisfaisant des projets. En parallèle, l'État a débloqué 6,6 millions d'euros, mais la trésorerie de l'agence permet de porter les opérations.

Le suivi hebdomadaire démontre que le paiement des aides est nettement supérieur à ce qui était constaté en 2021, grâce à différentes relances et à la revue des grands comptes.

Le graphique détaillant le suivi hebdomadaire du paiement des aides confirme que les paiements sont supérieurs aux niveaux observés au cours des exercices passés, notamment grâce à la relance des grands comptes. À ce sujet, les dix principaux bénéficiaires ont été rencontrés depuis le mois de mars, d'autres ont été contactés. Cette démarche a permis de dépenser 10,9 millions d'euros, mais a aussi et surtout permis de renouer le contact avec certains interlocuteurs après les perturbations induites par la crise sanitaire. Ces échanges ont également permis de présenter plus en détail l'outil Rivage et d'échanger concernant les nouvelles modalités.

Au niveau des recettes, 67 millions d'euros ont été encaissés, soit 5 millions d'euros de plus que l'an passé à la même époque. Le plan se déroule sans accrocs et de manière maîtrisée. Il n'existe pas encore de projections concernant le plafond mordant, mais ce dernier devrait être identique à celui fixé en 2021 (161 millions d'euros).

Enfin, l'agence comptable indique que la trésorerie au 31 mai 2022 était proche de 70 millions d'euros, après avoir longtemps été supérieur à 80 millions d'euros. La dynamique est bonne ainsi 7 M€ ont été décaissés en une semaine au profit des bénéficiaires.

**M. BAUER** souhaite savoir à combien de mois de fonctionnement correspond la trésorerie actuelle de l'agence.

**Mme CASTEJON** estime que la trésorerie représente l'équivalent de six à huit mois de fonctionnement, ce qui reste conséquent.

**M. HOELTZEL** rappelle que le niveau élevé de la trésorerie trouve son origine dans les spécificités des exercices 2020 et 2021, durant lesquels, en plus du plan de relance, les redevances ont progressé, alors qu'un nombre limité de projets étaient portés par les bénéficiaires. Dans ce contexte, la décision a été prise de porter le taux du premier acompte à 50 %. La baisse de la trésorerie est engagée mais sera nécessairement longue. Les mesures prises en séance sont de nature à l'accélérer.

### **3. Budget rectificatif n°2 pour l'exercice 2022**

**Mme CASTEJON** donne lecture du rapport.

*La délibération n° 2022/13 relative au budget rectificatif n°2 pour l'exercice 2022 est adoptée à l'unanimité.*

## **VI. Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022**

### **1. Audit du Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable (CGEDD) et missions d'inspection en cours**

**M. LEBLANC** donne lecture du rapport.

**La Présidente** rejoint la séance

**M. LALOE** se félicite que de nombreux administrateurs, notamment des représentants du personnel, aient été associés à l'audit. Ce dernier démontre que la réduction des effectifs de l'agence fait courir un risque de non atteinte des objectifs. Néanmoins, l'audit comprend une recommandation de rééquilibrage des effectifs entre les différentes agences en application du modèle d'allocation des moyens « base zéro ». S'il est fait référence au modèle de 2019 cela aurait pour conséquence de réduire fortement les effectifs de l'agence de l'Eau Rhin Meuse.

**La Présidente** tient à préciser que, à l'occasion d'une visioconférence organisée avec les directeurs généraux des différentes agences de l'eau et la Ministre en charge du secteur, des moyens supplémentaires ont été demandés afin de permettre aux agences de jouer pleinement leur mission d'accompagnement des territoires et d'atteindre leurs objectifs. La Ministre a tenu à rassurer ses interlocuteurs, alors que le contexte international impose de prendre un virage écologique extrêmement fort, notamment en diversifiant les sources d'énergie, par exemple en renforçant le recours à l'hydro-électricité. Il est en effet préférable de confier aux agences de l'eau les moyens humains leur permettant de jouer leur mission, plutôt que de solliciter des cabinets-conseils extérieurs.

### **2. Signature d'une convention-cadre nationale entre les agences de l'eau et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement - CEREMA (2022-2026)**

**M. LEBLANC** donne lecture du rapport.

**M. VELLUET** précise que la réorganisation du CEREMA permet à ce dernier de pleinement s'inscrire dans la démarche portée par la convention-cadre signée au niveau national.



*La délibération n° 2022/14 relative à la signature d'une convention cadre nationale des agences avec le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement – cerema - (2022-2026) est adoptée à l'unanimité.*

La Présidente se félicite de l'aboutissement de ce partenariat qui facilitera la conclusion des contractualisations locales avec les collectivités.

#### **IV. Modification du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention révisé (suite)**

##### **5. Débat d'orientation concernant le financement des traitements de métabolites de pesticides**

**M. PROPIN** donne lecture du rapport.

**La Présidente** précise que l'objectif n'est pas de financer des actions curatives à fonds perdu, mais de traiter le problème pour l'avenir. En effet, la présence de métabolites de pesticides pose un problème de santé publique. Cependant, il semble compliqué de résoudre ce problème sans l'aide de l'agence de l'eau, car la présentation démontre qu'il existe un certain nombre de limites à des démarches uniquement préventives.

**M. HENRY** considère que le projet de financement des traitements de métabolites de pesticides conduit à franchir une ligne rouge. En effet, l'agence de l'eau, qui doit être un lieu de consensus, s'était fixée comme ligne directrice de soutenir des actions préventives, mais en aucun cas des actions curatives. M. HENRY considère en réalité que ce n'est pas à l'agence de l'eau, ou au Ministère de l'Environnement, mais au Ministère de l'Agriculture, qui négocie la PAC, de financer de telles actions curatives. Agir autrement reviendrait non seulement à franchir une ligne rouge, mais aboutirait également à démoraliser les acteurs qui s'investissent depuis longtemps dans la défense de l'environnement. Il pense en particulier aux agriculteurs soucieux de la qualité de l'eau depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, M. HENRY invite les administrateurs à se prononcer contre la proposition relative au financement des traitements de métabolites de pesticides.

Un tel vote démontrerait que le Comité de bassin Rhin-Meuse refuse d'engager des actions curatives afin de pouvoir déployer toute son énergie dans les actions préventives. Ce message doit être clairement adressé aux partenaires de l'agence de l'eau et à l'État. Pour autant, M. HENRY assure que refuser la proposition de financement des traitements des métabolites de pesticides n'équivaudrait pas à s'opposer au Directeur général qui a simplement proposé une solution en espérant faire émerger un consensus.

**La Présidente** confirme que l'agence de l'eau doit se concentrer sur les actions préventives, mais estime que la frontière est parfois mince entre le préventif et le curatif. En particulier, seule une action curative permet parfois de traiter un problème spécifique.

**M. REININGER** partage pleinement la position de M. HENRY. Il tient en effet à rappeler que les agences de l'eau ont été créées sur la base du principe pollueur-payeur. Demander à l'agence de l'eau de financer des traitements de métabolites de pesticides serait totalement injuste. En effet, les responsables de la présence de métabolites de pesticides dans l'eau sont clairement identifiés, et il ne s'agit pas des consommateurs qui supportent 85% des recettes de l'agence de l'eau.

M. REININGER assure que son objectif n'est pas de condamner qui que ce soit. Il reconnaît en effet que la profession agricole a fait des efforts pour diminuer la pollution par les nitrates ou les pesticides, mais il constate que ces efforts ne sont pas suffisants. Plus précisément, certains agriculteurs ont agi très en amont, d'autres ont adopté plus récemment de bonnes pratiques, mais certains ne feront pas évoluer leurs pratiques sans contraintes réglementaires.

M. REININGER rappelle d'ailleurs que le SDAGE adopté il y a trois mois prévoit notamment de restaurer la qualité de l'eau de la nappe phréatique rhénane à l'horizon 2027. Or, cet objectif ne sera très certainement pas atteint, ce qui ouvrira la voie à un contentieux européen. Dans ce contexte, l'État doit envoyer un signal fort. Il rappelle que, lorsque l'étude menée en 2008 avait mis en évidence la problématique des métabolites de pesticides, Alsace Nature avait demandé la création d'une zone sous contrôle environnementale (ZSCE). Un tel dispositif n'aurait en rien constitué une démarche « punitive », puisqu'il permet de progresser dans un cadre contractuel.

M. REININGER regrette ensuite que les pouvoirs publics incitent les consommateurs à boire de l'eau du robinet en vantant sa qualité et son coût limité, alors même que la situation de dérogation posée par les métabolites de pesticides, conduit à distribuer de l'eau non conforme à la réglementation. Même s'il reconnaît que la présence de métabolites de pesticides n'aura pas forcément d'impact sur la santé, il considère que cette contradiction risque d'inciter les consommateurs à se tourner à nouveau vers la consommation d'eau en bouteille. Dans ce contexte, l'agence de l'eau doit prendre les bonnes décisions, mais ne pas accepter de financer le traitement des métabolites des pesticides, si elle veut restaurer la confiance des consommateurs.

**M. BARBIER** rappelle que ces débats existaient déjà lorsqu'il siégeait au Comité de bassin, alors présidé par M. MESSMER. À l'époque, les discussions portaient sur les nitrates. L'agence de l'eau a depuis développé des politiques, notamment le développement de cultures intermédiaires ou la fertilisation raisonnée, permettant d'améliorer la situation. La problématique des produits phytosanitaires est apparue ensuite et a notamment conduit à interdire l'atrazine.

Malheureusement, les débats incessants entre actions préventives et curatives n'évoquent jamais le désherbage mécanique, qui pourtant constitue une action peu coûteuse, relativement simple à réaliser grâce à de nouvelles machines extrêmement performantes et ayant un impact limité sur la productivité. Par ailleurs, les arrêtés de DUP des captages sont très peu contraignants et obsolètes. La réglementation devrait évoluer. Pourquoi ne pas actualiser ces arrêtés de DUP en réglementant les pratiques agricoles et en ciblant l'obligation de désherbage mécanique ? Une action reposant sur le désherbage mécanique pourrait être engagée très rapidement en priorité sur les captages en péril, puis sur l'ensemble des cultures. Cette démarche permettrait d'éviter de recourir à des actions curatives.

**Mme BARDOT** partage les propos des deux précédents intervenants. Elle estime qu'il existera toujours de bonnes raisons pour demander des exceptions aux règles fixées. C'est pourquoi elle considère qu'il convient de se fixer des lignes rouges. Mme BARDOT rappelle qu'elle siège au sein de ce Conseil d'administration au titre des collectivités locales et qu'elle a été élue pour porter ses convictions. Certes, les débats en Comité de bassin ou en Conseil d'administration de l'agence de l'eau permettent d'apprendre à dépasser ses *a priori* et à respecter les positions des autres parties. C'est dans ce contexte qu'il avait été indiqué qu'il serait possible au cas par cas d'envisager des solutions curatives. Cependant, dans ce cas précis, le problème concerne près de 700 000 habitants, soit l'équivalent de la population de la Meurthe-et-Moselle. C'est pourquoi elle se prononcera contre la modification du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention révisé prévoyant le financement des traitements de métabolites de pesticides.

**M. MICHEL** rappelle que le financement des agences repose à 80 % sur les consommateurs. C'est pourquoi il est important de rendre compte de la manière dont les fonds sont utilisés. Ces derniers doivent permettre de porter des actions préventives, ou des actions curatives consistant à réparer des installations anciennes. En revanche, traiter les métabolites de pesticides contreviendrait au principe pollueur-payeur. A ses yeux, ces actions devraient être supportées par le Ministère de l'Agriculture.

**M. REYNAUD** rappelle que la présence de résidus de pesticides dans les ressources en eau potable constitue un problème majeur de santé publique. La France entière est concernée. La région Grand Est a fait partie des premières ayant détecté ces pollutions et a mis en œuvre des modalités de gestion qui ont ensuite été validées par le Haut conseil de Santé publique. Elle a par ailleurs piloté un groupe de travail Interreg. En effet, sur la base des constats réalisés en 2021, il aurait été nécessaire de restreindre la consommation d'eau de millions de consommateurs. Or il a été décidé de mettre en œuvre un principe de précaution proportionné reposant sur une méthode déployée en Allemagne.

En réalité, il n'est pas possible de soutenir que boire des métabolites de pesticides n'a pas d'effet sur la santé. En revanche, il est possible d'en boire durant une durée limitée. C'est pourquoi, alors que les mesures ne permettront pas à elles seules de garantir la qualité de l'eau potable, et si le traitement ne doit pas être une solution en soi, le principe de réalité doit conduire à retenir cette option dans certains cas, par exemple dès lors qu'une forte inertie est constatée, ou alors si d'autres molécules étaient découvertes. C'est pourquoi M. REYNAUD approuve la proposition de l'agence de l'eau visant à aider certaines collectivités dans un cadre dérogatoire limité, à condition que ces dernières présentent en contrepartie un programme d'action comprenant une obligation de résultat. En effet, l'alternative, à savoir distribuer de l'eau en bouteille aux enfants dans les écoles, aurait un autre impact environnemental.

**La Présidente** partage les arguments développés par M. REYNAUD.

**M. REININGER** assure que la distribution d'eau potable est un objectif partagé par tous. En revanche, le débat porte sur le financement des actions permettant d'atteindre cet objectif. En effet, alors que la PAC représente 9 milliards d'euros chaque année en France, financée chaque année à hauteur de 600 euros par chaque famille de trois enfants, cette politique publique doit s'accompagner d'un contrat moral concernant la fourniture d'aliments sains produits sans polluer. Or actuellement ce contrat moral n'est pas respecté. C'est pourquoi les responsables de ces pollutions doivent financer les actions curatives proposées, dès leur que leur efficacité est prouvée. Or les scientifiques ne sont pas certains que les actions curatives aient l'efficacité promise par certains industriels ce qui constitue un frein supplémentaire au financement par l'agence de l'eau.

Enfin, M. REININGER estime les responsables de ces pollutions doivent surtout mettre en œuvre des modes de culture plus respectueux, sans se cantonner à chercher à remplacer un produit dangereux par un autre. Or la seule solution à ses yeux consiste à supprimer tout recours à des produits herbicides à proximité des aires de captage, en développant le désherbage mécanique qui est subventionné par l'agence de l'eau et dont la mise en œuvre nécessite simplement un effort des exploitants agricoles.

**M. BAUER** aimerait obtenir des précisions concernant les actions menées en Allemagne.

**M. QUERE** soutient les propositions formulées par l'agence de l'eau Rhin Meuse, en considérant qu'il s'agit d'une occasion à saisir pour enfin entrer dans une logique d'objectifs et de résultats. Le dispositif proposé va placer les collectivités locales au premier rang concernant la prise de responsabilité. Il convient de s'en saisir pour apporter des solutions immédiates, mais aussi de long terme.

**Mme BULOU** fait part de ses doutes concernant une politique consistant dans un premier temps à autoriser les agriculteurs à utiliser des pesticides et à subventionner de telles pratiques, puis dans un second temps à utiliser des fonds pour dépolluer. Elle se demande par ailleurs pourquoi il reviendrait aux collectivités locales d'assumer la responsabilité des fournisseurs de pesticides. En réalité, les acteurs sont confrontés à des injonctions contradictoires. Enfin, il semble difficile d'indiquer que l'agence de l'eau est vertueuse dans ses modes d'action, tout en lui demandant de consacrer des fonds pour réparer les pollutions générées par certains acteurs. Pour ces différentes raisons, Mme BULOU préconise de limiter le dispositif proposé à trois ans, pour éviter tout risque de pérennisation des actions curatives dans le temps.

**Mme LEROY** précise que, dans le secteur industriel, la gestion des risques repose sur le principe de substitution. C'est pourquoi, dans la mesure où elle avoue sa perplexité concernant le dispositif proposé, elle préconise d'en limiter l'application à une période de trois ans et de l'accompagner d'incitations fortes à la substitution.

**M. DIETMANN** n'approuve pas un projet reposant sur une logique curative, qui donne le sentiment qu'il restera possible de générer le même niveau de pollution à l'avenir. Il rappelle en effet que les métabolites de pesticides impactent non seulement l'eau distribuée, mais aussi la biodiversité. C'est pourquoi il considère que seuls les pollueurs, et en aucun cas les consommateurs, doivent financer les traitements curatifs.

**La Présidente** fait part de sa perplexité concernant le débat en cours. Elle rappelle en effet que, face à un enjeu majeur de santé publique, et alors que la société aura toujours besoin d'agriculteurs, elle refusera systématiquement de faire peser uniquement la responsabilité du problème sur ces derniers, qui n'ont pas généré sciemment une telle pollution. Au contraire, elle approuve le projet présenté, qui s'avère équilibré et qui comprend un certain nombre de verrous. Elle n'approuve pas non plus une logique consistant à renvoyer la responsabilité du dispositif à un autre ministère, car au final des fonds publics devront être mobilisés. Enfin, à l'image de ce qui a été sa ligne de conduite durant la pandémie de Covid-19, elle considère que la priorité doit être donnée à la protection des habitants.

**M. LALOE** rappelle que, lors du Conseil d'administration du 11 décembre 2021, les représentants du personnel de l'agence de l'eau avaient demandé le déploiement d'un dispositif mettant l'accent sur la prévention. Ils maintiennent cette position, car les différentes équipes mobilisées sur le terrain de la communication, de l'action ou de l'expertise portent depuis des années des programmes reposant sur la prévention (gestion du foncier, agriculture bio, désherbage mécanique...). Dans ce contexte, promouvoir un dispositif d'aide reposant sur des actions curatives pourrait être contre-productif.

M. LALOE estime par ailleurs que cette orientation complémentaire devrait être portée par des équipes dont les effectifs sont limités. De ce fait, une telle action pourra être menée uniquement au détriment d'autres. Cette option serait d'autant plus critiquable que le dossier stipule explicitement que les services déconcentrés de l'État ne disposeraient pas du temps et des moyens pour porter un dispositif reposant sur des contraintes ou des actions réglementaires.

**M. INGWILLER** rappelle que le « parlement de l'eau » doit permettre à chacun de s'exprimer. Pour sa part, il ne veut pas s'inscrire dans des débats dont l'objectif n'est visiblement pas de chercher des solutions. Or, si l'agence de l'eau refuse par principe toute action curative, elle laissera le monde agricole seul face aux industriels de la chimie et à la population.

M. INGWILLER rappelle que les agriculteurs ont fait ce qu'ils pouvaient par le passé pour réduire la teneur en nitrates de l'eau de consommation. Il convient désormais de chercher obtenir des résultats comparables à court terme concernant la présence de métabolites de pesticides, sans avoir de certitudes concernant l'efficacité des mesures qui seront mises en œuvre, et sans que la dangerosité de ces résidus soit connue avec précision.

M. INGWILLER souligne ensuite que les débats menés par le passé au sein de l'agence de l'eau n'ont jamais été marqués par le sectarisme, mais au contraire ont toujours cherché à aller au fond des choses afin de trouver des solutions pragmatiques permettant de progresser. Il rappelle par ailleurs que, depuis les années 60, la politique de l'eau se caractérise par la prise en compte d'un objectif de durabilité combinant des objectifs économiques et de l'environnement. Dans ce contexte, il approuve le dispositif équilibré proposé, quitte à l'amender, car le pire serait de s'abstenir de toute action. C'est pourquoi, il invite chacun à faire preuve de responsabilité en adoptant un dispositif limité, bien borné dans le temps, qui permettra de mesurer l'efficacité des réponses apportées.

**Mme BARDOT** assure qu'elle ne préconise absolument pas de ne rien faire face aux risques induits par la présence de métabolites de pesticides dans l'eau potable. Elle s'oppose simplement à un projet aboutissant à financer des actions curatives, qui risquent de ne jamais avoir de fin. En revanche, elle approuve pleinement le financement d'actions préventives, quitte à abonder plus encore les services environnement rendus par les agriculteurs.

**M. BAUER** rappelle que les actions préventives permettront d'éviter des actions curatives à l'avenir. À ses yeux, le problème ne réside pas dans le principe des actions à mener, mais dans les financements à mobiliser.

**La Présidente** invite le Directeur général à conclure le débat.

**M. HOELTZEL** rappelle que le dispositif proposé, a fait l'objet d'un travail préparatoire conséquent. Il s'inscrit dans le cadre d'une nécessaire cohérence des politiques publiques. Les préfets par leurs arrêtés de dérogation, demandent déjà aux collectivités de mener des actions préventives et curatives. Des actions curatives (traitement, interconnexion) seront donc mises en œuvre dans tous les cas de figure. Dans certains cas, le retour à la norme sanitaire est impossible dans un délai de 3 ans, en cas d'inertie du milieu ou dans des secteurs où aucune action préventive n'a été initiée par le passé. Les conditions d'accès au dispositif d'aide proposé visent ces situations limitées et les collectivités ou l'absence d'aide de l'agence induirait une augmentation excessive du prix de l'eau. Le dispositif ne conduit pas à un désengagement sur le volet préventif qui reste la mesure socle mais au contraire, indexe le niveau d'aide sur le volet curatif à la rapidité de restauration du captage. Il y a bien une pression pour inciter les exploitants agricoles à changer leurs pratiques de manière pérenne et aller vers le désherbage mécanique.

M. HOELTZEL précise par ailleurs que les services de l'agence et le Conseil scientifique seront très vigilants concernant la nature des traitements qui seront proposés.

Concernant les risques induits par un changement de posture sur le terrain, il convient de prendre en compte les attentes des collectivités à l'égard du monde agricole. M. HOELTZEL considère que le dispositif d'aide proposé répond à ces attentes, puisqu'il correspond à un prêt sans intérêt qui devra être remboursé tant que l'objectif de restauration de la qualité intrinsèque de la ressource n'est pas atteint.

En définitive, M. HOELTZEL considère que le dispositif d'aides aux actions curatives proposé :

- reprend bien les attentes de la plupart des administrateurs de restaurer rapidement la ressource en eau par des changements durables de pratiques agricoles soit par le biais de la mobilisation des tous les outils et financements de l'agence de l'eau en faveur des actions préventives et dès lors que l'intensité de l'aide aux actions curatives est conditionnée à la rapidité de la restauration du captage
- ne constituera donc en rien un frein à la mise en place des actions préventives et donc à la restauration du captage
- inclut une incitation supplémentaire en cas de renoncement à l'utilisation d'herbicides (via la généralisation du désherbage mécanique) soit de manière volontaire soit de manière réglementaire par le dispositif des zones sous contrainte environnementales (ZSCE)
- ne s'adressera qu'à un nombre limité de collectivités – relevant de la solidarité de bassin – et de cas de figure : à l'inverse il y aura bien de refus de financement pour des collectivités ne relevant pas des critères proposés
- n'entamera pas la capacité d'intervention de l'établissement au titre du 11ème programme dès lors qu'il ne consommera que l'enveloppe des avances remboursables (non mobilisée) et qu'il sera forcément d'une ampleur limitée compte tenu des conditions d'accès limitées.

En cela, il considère qu'il apporte une réponse à l'ensemble des observations faites en séance, tout en étant cohérent avec les arrêtés de dérogation pris par les Préfets.

La Présidente insiste sur la cohésion des services de l'État face à cet enjeu de santé publique et met au voix le dispositif.

*Le nouveau dispositif d'aide est approuvé par 14 voix pour, 8 voix contre et 4 abstentions.*

*La délibération n° 2022/16 relative à la vulnérabilité des collectivités en situation de dérogation sanitaire pour des métabolites de pesticides - soutien encadré aux actions curatives est adoptée.*

## **VII. Séquences « Place aux territoires » au sein du Conseil d'administration**

### **1. Renaturation de la Souffel**

La Présidente accueille M. LUTTMANN représentant M. VOGEL, Président de la Communauté de communes du Kochersberg ainsi que M. HUFFSCHMITT du SDEA.

**M. HUFFSCHMITT**, représentant le SDEA, donne lecture du rapport.

*Un film illustrant les travaux de renaturation de la Souffel est diffusé.*

**M. LUTTMANN**, Vice-Président de la Communauté de communes du Kochersberg, rappelle que la Souffel traverse un territoire agricole. Après les travaux initiés à partir des années 50, l'espace entre les cultures et le cours d'eau étaient limités à 50 cm, excepté dans quelques îlots au sein desquels il s'avérait impossible de protéger l'agriculture. La réflexion relative à la renaturation du cours d'eau a été initiée dans les années 2010. Les travaux ont été envisagés dès 2012, mais les contraintes administratives n'ont pas permis de les débiter avant 2020. Ce délai semble très excessif au regard de l'urgence que chacun constate. Ainsi, les orages qui ont éclaté au printemps 2018 ont conduit à inonder une grande partie du territoire du Kochersberg. La communauté de commune a alors mutualisé les risques et les coûts entre les différentes communes, dont certaines n'auraient pas pu faire face à ce défi de manière isolée.

Concrètement, 8,5 millions d'euros seront engagés au titre de la reconquête du cours d'eau et de la biodiversité, auxquels s'ajouteront plus de 10 millions d'euros pour lutter contre le risque d'inondation. Il a été décidé de ne pas demander de subventions pour accélérer les travaux.

Par ailleurs, suite au remembrement opéré dans le cadre du Grand Contournement Ouest (GCO), un certain nombre de programmes dédiés à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et de reconquête des milieux aquatiques restent à concrétiser en 2023. Il reste à espérer que ces travaux pourront démarrer le plus rapidement possible : les collectivités locales ont mobilisé les fonds nécessaires, il reste à accélérer les procédures administratives, car des pièces complémentaires sont sans cesse demandées aux porteurs de projets.

**La Présidente** remercie les représentants de la Communauté de communes du Kochersberg et du SDEA pour la présentation de ce projet extrêmement intéressant et les félicite pour leur persévérance. Elle reconnaît qu'elle entend régulièrement des critiques concernant la durée des procédures, mais elle tient à rappeler que cette démarche permet surtout de sécuriser juridiquement les projets face à la multiplication des contentieux. Elle rappelle en particulier qu'il s'est avéré nécessaire de recruter des juristes afin de répondre aux recours déposés à l'encontre du GCO. La Présidente reconnaît néanmoins qu'il serait sans doute possible d'accélérer le déploiement des projets en renforçant les concertations en amont et en anticipant au mieux la constitution des dossiers préparatoires. En conclusion, elle tient à féliciter les porteurs du projet de renaturation de la Souffel, en particulier pour leur capacité à travailler en équipe dans un cadre intercommunal.

**M. BARBIER** estime néanmoins que les services de l'État font parfois preuve d'un manque de discernement concernant des travaux comportant des risques pour l'environnement. Ainsi, alors qu'une zone humide est en cours de reconstitution dans une zone de captage située sur le territoire de sa commune en remplacement d'un champ de maïs.

Les services de l'État lui demandent de prévoir des mesures compensatoires.

**La Présidente** tient à défendre les services de l'État qui travaillent très sérieusement en faveur de l'intérêt général.

**M. HAZET** tient à remercier les porteurs du projet de renaturation de la Souffel et salue la qualité des actions menées. La démarche globale entreprise dans le cadre de ce projet de renaturation de la Souffel va dans le sens de l'histoire et de la planification écologique.

**M. HUFFSCHMITT** veut remercier l'agence de l'eau Rhin Meuse, à l'origine du premier programme Souffel 2027. Pour avoir échangé avec des membres du SDEA intervenant dans d'autres territoires, il peut témoigner que les représentants de l'agence de l'eau Rhin Meuse font preuve d'une grande ouverture d'esprit concernant les ouvrages destinés à participer à lutter contre les inondations, dès lors que les projets s'inscrivent dans des programmes intégrés. Ainsi, le remembrement opéré dans le cadre du GCO a permis de dégager du foncier pour mettre en place des zones d'extension de crues, mais aussi d'avoir pu obtenir des surlargeurs des cours d'eau, dans des zones sur-inondées, ce qui permet d'avoir à la fois la renaturation des cours d'eau et la lutte contre les inondations. C'est un vrai travail partenarial avec les chargés d'affaires de l'agence de l'eau.

M. HUFFSCHMITT souligne enfin que, après avoir mené à bien le programme relatif à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, il reste à gérer la question des eaux pluviales et travailler sur la question de la présence de la nature en ville et dans les villages, notamment à travers la création d'îlots de fraîcheur.

## **VIII. Compte rendu de gestion et vie de l'Etablissement**

### **1. Bilan d'activité de la mutualisation interagences**

**M. HOELTZEL** donne lecture du rapport.

### **2. Présentation des activités de contrôle 2021 et orientations du plan de contrôle 2022**

**M. LEBLANC** donne lecture du rapport.

**M. HOELTZEL** précise que l'activité de contrôle génère un nombre très limité de contentieux.



**3. Convention tripartite attributive d'une aide octroyée à une association dans le cadre d'un conventionnement d'opérateur avec une collectivité territoriale pour la conduite d'actions de coopération internationale**

**M. HOELTZEL** donne lecture du rapport.

*La délibération n° 2022/15 relative à la convention tripartite type pour les aides octroyées aux associations dans le cadre de partenariat de coopération internationale est approuvée à l'unanimité.*

**4. Présentation des programmes courts de sensibilisation aux enjeux de l'eau sur France TV en juillet 2022 parrainés par les agences de l'eau**

**Mme CHAFFAROD** indique que les six agences de l'eau ont été sollicitées pour réaliser des programmes courts qui seront diffusés sur les antennes de France Télévision. Ces programmes à vocation pédagogiques durent 48 secondes. Ils seront notamment diffusés sur France 2 à 15 heures 45, en fin d'étape du Tour de France, c'est-à-dire à une heure de grande écoute.

Mme CHAFFAROD précise que l'objectif de sensibilisation du grand public passera également par l'organisation de balades à énigmes en collaboration avec les EPCI signataires d'un contrat de territoire Eau et Climat. L'agence de l'eau a dans ce but sollicité un prestataire basé à Colmar et spécialisé dans l'aménagement de ce type de parcours ludique et pédagogique. Les EPCI sollicités pour envisager l'aménagement d'un tel projet se montrent pour la plupart très intéressés. La première balade de ce type sera aménagée au début du mois d'octobre en collaboration avec l'EPCI du Val de Fensch.

**5. Circulaire du 13 avril 2022 relative aux ajustements des conditions de chauffage des bâtiments de l'État, de ses opérateurs et aux projets permettant des réductions de consommation de gaz**

**M. HOELTZEL** donne lecture du rapport.

À l'issue de l'ensemble de ces points, la Présidente remercie l'ensemble des participants pour la qualité des débats et lève la séance.

Le Directeur général  
de l'agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

La Présidente  
du Conseil d'administration,








Josiane CHEVALIER














# Réunion du Conseil d'Administration du 1er juillet 2022 Feuille d'émargement (Membres du Conseil d'Administration)

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
Mme	CHEVALIER	Josiane	Présidente	Présidente du Conseil d'Administration Préfète de Région Grand Est et du département du Bas-Rhin	OUI						Présente
M.	BARBIER	Patrick	Collectivités	Président du Territoire III Amont du SDEA Vice-Président de la Communauté de communes de Sélestat et Environs Maire de Muttersholtz Vice-Président de la Commission Agricole de bassin	OUI						
Mme	BARDOT	Audrey	Collectivités	Conseillère municipale de Pulligny Vice-Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle 1ère Vice-Présidente du Comité de bassin Rhin-Meuse Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	OUI						
Mme	BUCHERT	Maryvonne	Collectivités	Adjointe au Maire de Mulhouse	OUI						Excusée
Mme	BULOUE	Béatrice	Collectivités	Maire de Mundolsheim	OUI						
Mme	D'ALGUERRE	Sylvie	Collectivités	Conseillère régionale Grand Est Première Adjointe au Maire de Châtenoy Présidente de la Commission Planification	EXCUSÉ						
M.	DEPAIX	Régis	Collectivités	Maire de Montcornet	EXCUSÉ						
M.	DIETMANN	Daniel	Collectivités	Président EPAGE Lague Maire de Manspach Vice-Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	OUI						
M.	HENRION	François	Collectivités	Président du Syndicat Moselle Aval	EXCUSÉ		M. Bernard INGWILLER				
M.	INGWILLER	Bernard	Collectivités	Maire de Grasseindorf Vice-Président du Conseil d'administration de l'AERM	OUI			1	M. François HENRION		
Mme	MICHEL	Delphine	Collectivités	Vice-Présidente du Grand Nancy Vice-Présidente de la Commission Planification Vice-Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	EXCUSÉ						
M.	VAUTRIN	Jean-Philippe	Collectivités	Vice-Président du Conseil départemental de la Meuse	EXCUSÉ						

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Émangement
Mme	CORSYN	Véronique	Usagers non économiques	Directrice du conservatoire des sites lorrains Présidente de la Commission du Milieu Naturel Aquatique de bassin	EXCUSE					
			Usagers non économiques							
Mme	GENESSEUX	Valérie	Usagers non économiques	Vice-Présidente de France Nature Environnement Grand Est	EXCUSE		M. Daniel REININGER			
M.	MICHEL	Bernard	Usagers non économiques	Membre du Bureau national environnement CLCV	OUI					
M.	REININGER	Daniel	Usagers non économiques	Administrateur de France Nature Environnement Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président de la Commission des Programmes	OUI			1	Mme Valérie GENESSEUX	
Mme	ARNOLD	Frédérique	Usagers économiques	Responsable qualité prévention environnement Papeteries du Rhin	OUI					
M.	BAUER	Gilbert	Usagers économiques	Président de l'Institut français des boissons de la brasserie et de la malterie Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président du Conseil d'administration de l'AERM Président de la Commission des Programmes	OUI					
M.	BECKER	Jean-Paul	Usagers économiques	Représentant de la Fédération française d'aquaculture	EXCUSE		M. Philippe HENRY			
Mme	LEROY	Nathalie	Usagers économiques	Responsable Environnement - TOTAL PETROCHEMICALS France Présidente de la Commission Industrie de bassin	OUI					
M.	PELLETIER	Jean-Luc	Usagers économiques	Président de la Chambre d'agriculture de la Meuse Président de la Commission Agricole de bassin	EXCUSE					
M.	HENRY	Philippe	Personne qualifiée	Personne qualifiée Président Agence Bio Grand Est Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	OUI			1	M. Jean-Paul BECKER	

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Éménagement
M.	VANLAER	Hervé	État	Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est	EXCUSÉ	Stéphanie MATHÉY BASCOU		1	M. Jérôme GIURICI		
M.	GOURTAY	Blaise	État	Secrétaire général pour les affaires régionales Grand Est	EXCUSÉ						
M.	MAY	Jean-Yves	État	Directeur régional par intérim des finances publiques du Grand Est et du Département du Bas-Rhin	OUI						
Mme	BOSSY	Anne	État	Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Grand Est	EXCUSÉ	Jean-François QUERE					
M.	GIURICI	Jérôme	État	Directeur départemental des territoires de la Moselle	EXCUSÉ		M. Hervé VANLAER				
M.	BEMER	Dominique	État	Directeur départemental des territoires des Vosges	EXCUSÉ	Grégory BOINEL					
M.	DUBREUIL	Pierre	État	Directeur général de l'Office français de la biodiversité	EXCUSÉ	Xavier MORVAN					
Mme	CAYRÉ	Virginie	État	Directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est	EXCUSÉ	Nicolas REYNAUD					
Mme	VALENTIN	Sophie-Charlotte	État	Directrice territoriale du Nord Est de Voies Navigables de France	EXCUSÉ	Yann QUIQUANDON					Excusé
M.	BOISSIER	Fabrice	État	Directeur général délégué de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	EXCUSÉ	Jérôme BETTON					
M.	BERTEAUD	Pascal	État	Directeur général du centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	EXCUSÉ	Rémi VELLUET					
M.	LALOE	Julien	Personnel	Représentant du personnel	OUI						

Membres présents ou représentés					22	Pouvoirs	4	Total	26/35
---------------------------------	--	--	--	--	----	----------	---	-------	-------

Réunion du Conseil d'Administration du 1er juillet 2022  
Feuille d'émargement (Autres participants et invités)



